

France/Affaire Benalla

Des inculpations en série

AFP
Paris/France

Un développement judiciaire qui se double d'une crise politique.

LA justice française a fait franchir une étape à l'affaire Benalla, à l'origine d'une crise politique aiguë en France, en confiant l'enquête à un juge d'instruction, en vue d'une possible inculpation de cet ancien collaborateur de l'Élysée pour des faits de violence. Chose faite hier soir. Après trois jours d'enquête préliminaire, le parquet de Paris a annoncé l'ouverture de cette information judiciaire, notamment pour "violences en réunion" et "immixtion dans l'exercice d'une fonction publique", après des violences commises le 1er mai par Alexandre Benalla, ancien adjoint du chef de cabinet de la présidence et Vincent Crase, réserviste de la gendarmerie comme lui, employé par le parti présidentiel La République en marche. MM. Benalla et Crase ont été filmés en train de frapper et malmenés des manifestants le jour de la Fête du travail à Paris, alors qu'ils accompagnaient les

forces de l'ordre en tant qu'"observateurs". Si M. Benalla a été discrètement mis à pied pendant 15 jours en mai, la justice n'a pas été saisie et ce n'est que vendredi dernier qu'il a été licencié. Outre MM. Benalla et Crase, trois policiers hauts gradés soupçonnés d'avoir transmis à M. Benalla des images de vidéosurveillance devaient également être présentés dans la journée à un juge d'instruction. La femme et l'homme malmenés le 1er mai ont demandé à être entendus ultérieurement par les enquêteurs. En dépit de révélations en chaîne dans ce dossier, notamment sur les avantages accordés à Benalla - logement de fonction dans une dépendance du palais présidentiel de l'Élysée, badge d'accès à l'hémicycle de l'Assemblée nationale -, le chef de l'État, confronté à sa plus grave crise politique depuis son élection en mai 2017, est jusqu'ici resté silencieux. Alors que le porte-parole de l'Élysée Bruno Roger-Petit avait affirmé jeudi qu'il avait été "démis de ses fonctions en matière d'organisation de la sécurité des déplacements du président" après le 1er mai, M. Benalla apparaît sur plusieurs clichés récents aux



Photo : AFP

Les images qui valent les pires ennuis à Alexandre Benalla, en même temps qu'elles sont à l'origine d'une crise politique.

côtés de M. Macron ou du couple présidentiel, notamment le 13 juillet à Giverny, en Normandie (nord-ouest). Les ténors de l'opposition sont montés au créneau pour demander au président "des comptes", comme Laurent Wauquiez (LR, droite). L'affaire est "du niveau du Watergate", considère le leader de la gauche radicale Jean-Luc Mélenchon. Mais selon le porte-parole de La République en marche (LREM), Gabriel Attal, si le président s'exprimait "sur cette affaire, on trouverait partout des commentateurs pour s'indigner du poids potentiel de ses mots sur les enquêtes en cours". "On dirait que (sa

parole) interférerait", considère aussi Marc Fesneau, chef de file des députés centristes MoDem (allié de LREM). "AFFAIRE MACRON-BENALLA" • Le premier à donner quelques explications devrait être le ministre de l'Intérieur Gérard Collomb, attendu ce lundi à 08H00 GMT (09H00 au Gabon) devant la commission des Lois de l'Assemblée, qui s'est dotée de prérogatives d'enquête. Les députés d'opposition, qui l'accusent d'avoir menti jeudi devant le Sénat, la chambre haute du parlement bicaméral français, devraient le mettre sur le gril. Selon le quotidien Le Parisien, un déjeuner de crise

aurait eu lieu samedi autour d'Emmanuel Macron à l'Élysée, réunissant Gérard Collomb et la ministre de la Justice Nicole Belloubet. Celle-ci est en première ligne à l'Assemblée, en théorie sur le projet de révision constitutionnelle, dont l'examen est bloqué depuis jeudi soir. Au point que le gouvernement a décidé hier de le suspendre jusqu'à nouvel ordre. "Le gouvernement a décidé de suspendre l'examen de la révision constitutionnelle et souhaite que celui-ci puisse reprendre ultérieurement dans des conditions plus sereines", a annoncé Nicole Belloubet. Selon le président de l'Assemblée François de Rugy (LREM), la séance reprendra aujourd'hui à 16H00, horaire prévu de l'examen d'un projet de loi sur la formation, l'apprentissage et l'assurance chômage. Depuis jeudi, l'hémicycle était le théâtre d'un bras de fer autour de ce que le patron du groupe LR Christian Jacob a appelé l'"affaire Macron-Benalla". Dans une atmosphère tendue, les oppositions réclamaient la venue du Premier ministre Édouard Philippe ou "au moins" du secrétaire d'État aux Relations avec le Parlement, Christophe Castaner.

Etats-Unis/Ingérence russe

Des documents secrets accablent un ex-conseiller de Trump

AFP
Washington/États-Unis

Carter Page semblent avoir entretenu des liens avec Moscou avant la présidentielle de 2016.

LE FBI soupçonnait, avant l'élection de Donald Trump, un ancien conseiller de sa campagne d'avoir des liens avec la Russie, ont révélé des documents top secret publiés samedi par des médias américains. Carter Page, conseiller pour la politique étrangère de l'équipe Trump pendant sa campagne, est directement nommé dans un document de la juridiction chargée de contrôler la surveillance d'espions, la Foreign Intelligence Surveillance Court, daté d'octobre 2016, selon les éléments publiés par le New York Times. "Le FBI pense que Page a été l'objet d'un recrutement russe", selon ce texte rédigé par un agent de la police fédérale, dont de larges parts ont été caviardées avant publication. La Russie est

accusée par les agences de renseignement de s'être ingérée dans l'élection présidentielle de 2016 aux États-Unis. Cette publication intervient un peu plus d'une semaine après l'inculpation, par le procureur spécial chargé d'enquêter sur cette ingérence du Kremlin, de douze agents du renseignement russe pour avoir piraté les ordinateurs du Parti démocrate. La surveillance de Carter Page était devenue en février dernier l'objet d'une intense rivalité entre républicains et démocrates au Congrès américain. Le Parti républicain du président américain avait rédigé une note clamant que le FBI s'appuyait pour cette opération de surveillance sur une mission financée par le Parti démocrate et l'équipe de campagne d'Hillary Clinton. Défiant le directeur du FBI et le ministère de la Justice, Donald Trump avait alors déclassifié cette note de près de quatre pages, qui s'appuyait sur le document désormais révélé au grand



Photo : AFP

Mis en cause dans des documents accablants, l'ex-conseiller de Donald Trump, Carter Page, se défend. "Non, je n'ai jamais été un agent d'un pouvoir étranger", clame-t-il.

public. La Maison Blanche avait initialement bloqué la publication d'une contre-note émanant des démocrates

qui arguait que la surveillance "était fondée sur des preuves irréfutables et un motif raisonnable". Le New York Times rap-

porte qu'un juge avait approuvé le document initial de mise sur écoute, approbation renouvelée à trois reprises par d'autres juges. "On dirait de plus en plus que la Campagne Présidentielle de Trump a été illégalement espionnée (surveillance) pour le gain politique de la malhonnête Hillary Clinton" et des démocrates, a estimé hier sur Twitter Donald Trump, sans étayer son propos. Le FBI, dans ce document rédigé un mois avant la victoire du magnat de l'immobilier, affirme croire "que les efforts du gouvernement russe sont coordonnés avec Page et peut-être d'autres individus associés à la campagne du Candidat #1", en référence au républicain. "Page a établi des relations avec des responsables du gouvernement russe, y compris des agents du renseignement russe", ajoute-t-il. Carter Page n'a pas été inculpé à ce stade. Il s'est vivement défendu hier sur la chaîne CNN : "Non, je n'ai jamais été un agent d'un pouvoir étranger".

L'Afrique en bref

- **Cameroun/Troubles. Un curé tué à Buea**
Le curé de la paroisse catholique de Bomaka, un quartier de Buea, la capitale de la région anglophone du Sud-Ouest, au Cameroun, a été tué vendredi par des individus non identifiés, a annoncé samedi le diocèse de Buea.
- **Comores/Politique. Un vice-président échappe à un attentat**
Un des vice-présidents des Comores, Abdou Moustoidrane, a échappé dans la nuit de samedi à hier à une attaque à l'arme automatique qui a visé son véhicule sur l'île d'Anjouan dont il est originaire, à huit jours d'un référendum controversé qui suscite de vives tensions dans l'archipel.
- **Tchad/Jihadistes. 18 morts dans une attaque de Boko Haram**
Dix-huit personnes ont été tuées jeudi soir du côté tchadien du lac Tchad par des hommes identifiés comme appartenant au groupe jihadiste Boko Haram, a-t-on appris hier de source sécuritaire.

A travers le monde

• **Afghanistan/Politique. Explosion meurtrière au passage du vice-président Dostum**



Photo : AFP

Le général Abdul Rashid Dostum, chef de guerre redouté du nord de l'Afghanistan et premier vice-président de retour hier à Kaboul après un an d'exil en Turquie, a été accueilli par un attentat suicide dès l'aéroport qui a fait onze morts.

• **Brésil/Présidentielle. Bolsonaro et l'extrême droite font leur show**

Plus de 3 000 militants sont réunis hier à Rio de Janeiro pour adouber le candidat d'extrême droite à la présidentielle d'octobre, Jair Bolsonaro, fort d'une grande popularité sur les réseaux sociaux et de sondages qui le placent au second tour.

• **Pakistan/Législatives. Un candidat et son chauffeur tués dans le nord-ouest**

Le candidat aux législatives, blessé dans un attentat suicide qui a tué son chauffeur et blessé cinq autres personnes, est mort hier dans le nord-ouest du Pakistan, a-t-on appris de sources policières.